

Concours : ENM 1er concours

Epreuve : GRC Droit public

CONSIGNES

- Remplir soigneusement, sur CHAQUE feuille officielle, la zone d'identification en MAJUSCULES.
- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif pouvant indiquer sa provenance.
- Numéroté chaque PAGE (cadre en bas à droite de la page) et placer les feuilles dans le bon sens et dans l'ordre.
- Rédiger avec un stylo à encre foncée (bleue ou noire) et ne pas utiliser de stylo plume à encre claire.
- N'effectuer aucun collage ou découpage de la feuille officielle. Ne joindre aucun brouillon.



Question 1: Les effets de la révision constitutionnelle de 2008 sur le parlement

La Constitution du 4 octobre 1958, dont la rédaction fut initiée par Charles de Gaulle et Michel Debré, avait entendu rompre avec les constitutions antérieures, en se caractérisant par la place accrue accordée au pouvoir exécutif, contrebalancée par une importante rationalisation du parlementarisme, dans le but de mettre fin au légicentrisme et à l'instabilité gouvernementale. Les marqueurs les plus importants de cette rationalisation furent la restriction du domaine de la loi, désormais cantonnée à certaines matières énumérées à l'article 34 de la Constitution tandis que le pouvoir réglementaire se voyait conférer la compétence normative générale^(art 37), ou encore l'instauration d'un contrôle de constitutionnalité de la loi, confié au Conseil Constitutionnel nouvellement créé (art 61 de la Constitution) et enfin, mettant fin à la toute puissance du Parlement. De la même manière, les conditions restrictives posées par le Constituant s'agissant de la mise en jeu de la responsabilité du Gouvernement devant le Parlement (article 49 de la Constitution) et l'instauration du référendum législatif (article 11) ont également concouru à affaiblir le Parlement.

Pour ces différentes raisons, plusieurs révisions avaient déjà entrepris de réévaluer le Parlement avant celle du 23 juillet 2008. On songe par exemple à la révision constitutionnelle de 1974 ayant instauré

N°

1/7

la possibilité pour soixante députés ou sénateurs de saisir le Conseil Constitutionnel en vue du contrôle a priori d'une loi (article 61), étendue en 1992 au contrôle de contrainte (article 54). De la même manière, la révision de 1976 introduisant le vote des lois de financement de la sécurité sociale (article 47-1), et la révision de 1995 sustantant la session parlementaire unique ont également concouru à revaloriser le Parlement. C'est donc dans la continuité de ces révisions que s'est positionnée la révision constitutionnelle du 23 juillet 2008, dont de nombreuses dispositions ont affecté le Parlement tant dans la fonction législative (I) que dans la fonction de contrôle (II).

I) Les effets de la révision constitutionnelle du 23 juillet 2008 sur la fonction législative du Parlement

S'agissant de la fonction législative du Parlement, l'évolution la plus marquante concerne la fixation de l'ordre du jour. Avant 2008, seul un jour était réservé aux propositions de lois dans l'ordre du jour mensuel, le reste étant fixé par le gouvernement. Cette "niche parlementaire" ne permettait donc pas au Parlement d'exercer pleinement sa fonction législative. En 2008 a donc été mis en place un système de partage de l'ordre du jour à l'article 48 de la Constitution, qui prévoit désormais la répartition suivante : sur quatre semaines, deux sont réservées au gouvernement et à ses projets de lois, et les deux autres sont réservées aux deux Chambres du Parlement. Sur ces deux semaines parlementaires, une semaine est réservée à l'évaluation des politiques publiques, et la seconde l'est aux propositions de lois. Par ailleurs, il est également prévu qu'un jour de cette semaine doit être réservé aux propositions de lois formulées par les groupes d'opposition ou minoritaires, dont le statut a été consacré par la Constitution, renvoyant aux règlements des Chambres le soin de définir les droits de

ces groupes.

En outre, les parlementaires peuvent depuis 2008 demander au avis au Conseil d'Etat sur une proposition de loi. Cette demande est effectuée par le Président de la chambre dont émane le parlementaire rapporteur de la proposition, celui-ci pouvant néanmoins s'opposer à la demande de consultation. La révision du 23 juillet 2008 a également entendu favoriser et améliorer le travail législatif en augmentant le nombre de commissions permanentes dans chaque chambre, ce nombre étant désormais porté à huit (article 43), étant précisé que la présidence de certaines commissions doit être confiée à des parlementaires de l'opposition, et que leur composition doit s'efforcer d'être représentative de la composition de l'Assemblée concernée. Ensuite, la révision a également conféré aux Présidents de l'Assemblée Nationale et du Sénat la possibilité de s'opposer conjointement à l'engagement de la procédure accélérée par le gouvernement (article 45).

Par ailleurs, afin de renforcer la qualité de la loi et de réaffirmer la nécessité pour la loi d'avoir un caractère normatif, la révision de 2008 a également introduit l'article 34-1 dans la Constitution qui permet aux Assemblées de procéder à des votes de résolution, d'amères de valeur normative.

Enfin, la dernière évolution majeure affectant la fonction législative du Parlement est l'introduction de la question prioritaire de constitutionnalité à l'article 61-1 de la Constitution qui permet à tout justiciable, à l'occasion d'un litige, de saisir le Conseil Constitutionnel, par l'intermédiaire des juridictions saisies du litige. Cette évolution contribue pour sa part à renforcer le contrôle de la loi votée par le Parlement.

II) Les effets de la révision constitutionnelle de 2008 sur la fonction de contrôle du Parlement

La fonction de contrôle du Parlement a été constitutionnalisée par la révision de 2008 à l'article 44 de la Constitution. Comme évoqué précédemment, le Parlement dispose désormais d'une semaine par mois pour ses fonctions de contrôle, qui consistent à évaluer les politiques publiques et à s'assurer que des lois restent adaptées, et que des décrets d'application ont bien été pris par le pouvoir exécutif.

Plusieurs dispositions issues de la révision de 2008 concourent au renforcement de cette fonction de contrôle. D'abord, la reconnaissance constitutionnelle des groupes minoritaires et d'opposition, dont les droits sont fixés par les règlements des Assemblées concourt indubitablement à la revitalisation du parlement.

Ensuite, l'article 49-2 de la Constitution prévoit que le Parlement se fait assister par la Cour des Comptes lors de l'examen des lois de finance et de financement de la sécurité sociale, ce qui lui permet d'avoir un véritable droit de regard sur la répartition prévue du Budget annuel. Par ailleurs, la révision de 2008 a également encadré le recours par le gouvernement à la procédure de l'article 49 alinéa 3 de la Constitution. Désormais, le gouvernement ne peut plus engager sa responsabilité que sur un seul projet ou proposition de loi par session, en dehors des lois de finance et de financement de sécurité sociale.

Enfin, la révision de 2008 a conféré une assise constitutionnelle aux commissions d'enquête à l'article 51-2 de la Constitution qui permettent aux parlementaires de mener une véritable enquête sur certaines affaires publiques (comme par exemple la commission d'enquête qui avait été mise en place concernant l'affaire du sang contaminé). Là encore, les droits de l'opposition ont été revitalisés, les groupes de l'opposition disposant d'un véritable droit

Concours section : 1er concours d'accès
Epreuve matière : Organisation de l'Etat - Droit public

N° Anonymat : IZYQZ418 RF Nombre de pages : 8

Concours : ENM 1er concours

Epreuve : QRC Droit public

CONSIGNES

- Remplir soigneusement, sur CHAQUE feuille officielle, la zone d'identification en MAJUSCULES.
- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif pouvant indiquer sa provenance.
- Numéroté chaque PAGE (cadre en bas à droite de la page) et placer les feuilles dans le bon sens et dans l'ordre.
- Rédiger avec un stylo à encre foncée (bleue ou noire) et ne pas utiliser de stylo plume à encre claire.
- N'effectuer aucun collage ou découpage de la feuille officielle. Ne joindre aucun brouillon.



à la création d'une telle commission d'enquête s'ils en font la demande (voir notamment le règlement de l'Assemblée nationale modifié en 2014).

Ainsi de nombreuses dispositions de la révision de 2008 ont renforcé la fonction législative et de contrôle du Parlement. S'y ajoutent en outre quelques modifications éparpillées concernant également le Parlement. La révision a ainsi prévu que des étrangers seraient désormais aussi représentés à l'Assemblée Nationale. Le Président de la République dispose d'un droit de parole devant le Congrès (article 18), et la révision a sustané à l'article 11 le nouveau référendum d'initiative populaire, pouvant être initié par une pétition citoyenne (1/10^e du corps électoral), soutenu par des parlementaires (1/5^e).

Question 2

La responsabilité administrative impose classiquement de distinguer entre la faute personnelle et la faute de service (TC 1871 Pelleter). En cas de faute de service, dont notamment le dysfonctionnement du service public de la justice peut être une conséquence, c'est la responsabilité de l'Etat qui doit être recherchée devant le juge administratif. Le Code de l'Organisation judiciaire prévoit à cet égard que la responsabilité de l'Etat peut être engagée en cas de dysfonction-

N°

5/7

nement du service public de la justice en cas de faute lourde, en pratique surtout en matière de détails de jugement déraisonnables.

S'agissant de la responsabilité personnelle du magistrat, s'il n'a pas commis de faute détachable, elle ne pourra en principe être recherchée. Si une telle faute détachable peut être caractérisée, il engagera alors sa responsabilité sur le terrain du droit commun devant le juge judiciaire.

En tout état de cause, le magistrat peut également se voir infliger des sanctions disciplinaires. Concernant les juges du siège, c'est le CSM qui sera compétent pour prononcer directement ces sanctions (article 65 de la Constitution), en sa formation compétente à l'égard des juges du siège. Pour les magistrats du Parquet, le pouvoir de sanction appartient au Gade des Sciences, et le CSM n'est alors compétent en sa formation du parquet qu'à titre consultatif. Il s'agit là d'une différence de traitement faisant l'objet de nombreuses revendications, de nombreux rapports plaidant en faveur d'une compétence exclusive du CSM.

Pour ailleurs, depuis la révision de 2008, les justiciables peuvent saisir eux-mêmes le CSM d'un manquement disciplinaire d'un magistrat.

Les magistrats peuvent alors se voir infliger diverses sanctions disciplinaires, selon la gravité de la faute commise, allant du blâme à la révocation.

QUESTION 3

des principes fondamentaux du service public, également dénommés "lois de Rolland", et consacrés par la loi des 1883 sont fondés sur le but d'intérêt général poursuivi et sont au nombre de trois.

Le premier principe est le principe d'égalité des usagers devant le service public, qui constitue un principe général du droit consacré par l'arrêt *Basel* du Conseil d'Etat en 1953. Ce principe interdit de traiter différemment des personnes se trouvant dans des situations identiques. Il est néanmoins permis de traiter différemment des personnes se trouvant dans des situations différentes (CE 1974, *Demoyez et Chorques*). Ce principe d'égalité sous-tend notamment certaines obligations de l'Administration dans la formation des contrats administratifs, qui lui imposent par exemple de procéder à des appels d'offre, celle-ci ne pouvant choisir librement son cocontractant, au nom de ce principe d'égalité.

Le second principe est celui de continuité du service public, qui impose à l'Administration d'assurer un service minimum. Ce principe a d'abord été consacré en 1950 par le Conseil d'Etat dans son arrêt *Dehaene*, comme principe général du droit, avant d'être également consacré par le Conseil Constitutionnel en 1977 dans sa décision "Droit de grève à la radio et la télévision". Ce principe constitue une limite au droit de grève des agents de l'Etat, avec lequel il doit alors être concilié.

Le troisième principe est le principe d'adaptabilité du service public, qui a été consacré par le Conseil d'Etat dès 1916 dans son arrêt *Campagne générale d'éclairage de Bordeaux*. C'est ce principe qui fonde en matière de contrats administratifs le pouvoir de modification ou de résiliation unilatérale de l'Administration.

N°

.../...